



# RAPPORT ANNUEL 2015 SUR LA GESTION DE LA DETTE

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 MAI 2016

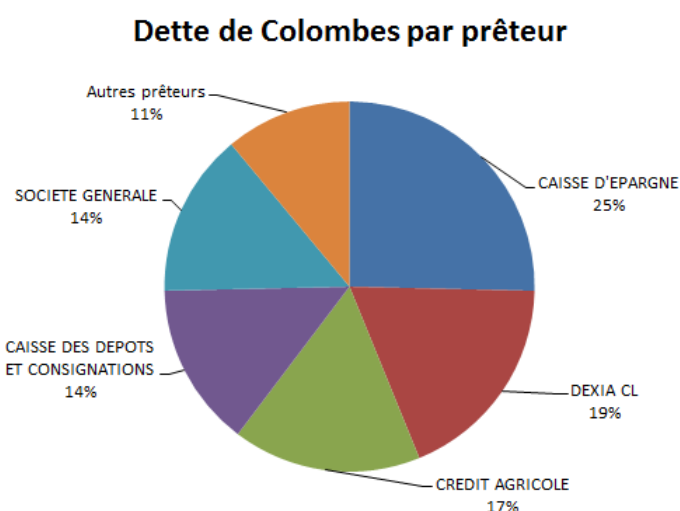
VILLE DE COLOMBES

Au 31 décembre 2015, la ville de Colombes g rait une dette de 127,5 millions soit un niveau légèrement supérieur à l'année dernière (+2,6 millions d'euros) du fait de la reprise des investissements. Ce niveau restait toutefois nettement inférieur aux 138 millions d'euros constatés au début du mandat (-10,5 millions d'euros).

La dette de la ville est constituée de 49 lignes dont les caractéristiques sont les suivantes :

31/12/2015	
Capital restant dû	127 493 602,00 à
Taux moyen	2,37%
Durée de vie résiduelle de la dette	10 ans et 6 mois
Durée de vie moyenne de la dette	5 ans et 7 mois
Nombre de lignes de prêt	49

Par pr teur, elle se répartit essentiellement entre 5 établissements bancaires<sup>1</sup> :



Pr�teur	CRD	% du CRD	Disponible (Revolving)
CAISSE D'EPARGNE	32 333 333,36 �	25.36 %	3 322 920 à
DEXIA CL	23 561 543,60 à	18.48 %	4 661 505 à
CREDIT AGRICOLE	21 004 948,58 à	16.48 %	4 666 667 à
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18 275 277,29 �	14.33 %	
SOCIETE GENERALE	18 238 894,09 �	14.31 %	2 883 487 à
Autres pr�teurs	14 079 604,68 à	11.04 %	44 245 614 �
<b>Ensemble des pr�teurs</b>	<b>127 493 601,60 �</b>	<b>100.00 %</b>	<b>59 780 193 �</b>

Au global, la ville possède une dette saine, sécurisée et relativement peu onéreuse (partie 1). La politique active de gestion de la dette menée depuis 2 ans couplée à de bonnes conditions de marchés ont en 2015 permis de stabiliser le niveau d'endettement de la ville et diminuer le niveau de ses frais financiers (partie 2).

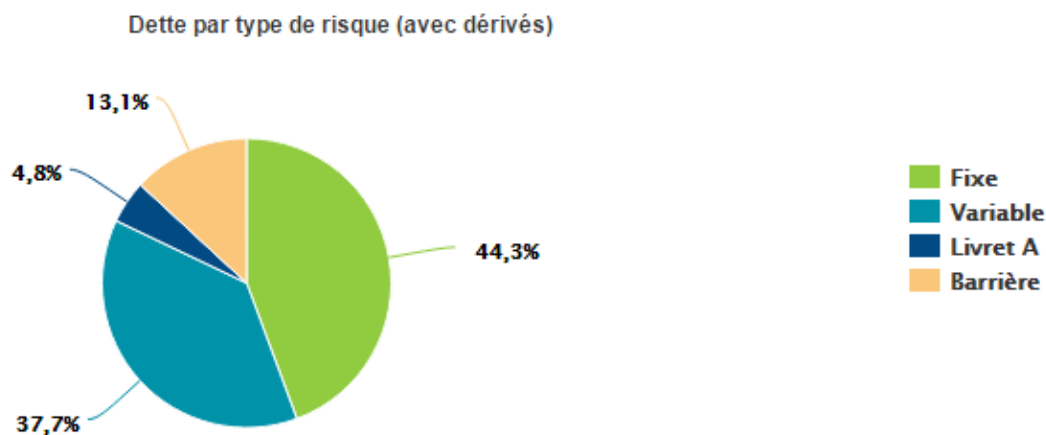
<sup>1</sup> Fin 2015, on peut encore noter la présence importante de Dexia dans l'encours de la ville. Ce fruit de l'histoire devrait toutefois progressivement disparaître dans les prochaines années au profit de la Banque Postale avec laquelle la ville a signé d'importants contrats qui n'avaient pas encore été mobilisés fin 2015 surtout que DEXIA a annulé la capacité de renouvellement de la part revolving de ses CLTR.

## 1. Alors que de nombreuses villes sont aux prises avec des prêts structurés, la ville de Colombes dispose d'une dette saine et sécurisée

### 1.1. Plus de la moitié des prêts de la ville sont indexés sur des taux fixes ou assimilables

Au 31 décembre 2015 :

- 44,3 % des montants de dette restant due étaient indexés sur des taux fixes classiques,
- 13,1 % étaient indexés sur des taux constitués d'une part fixe et d'une part variable dont l'augmentation est limitée par une barrière.



Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen
Fixe	56 542 842 €	44,35%	2,84%
Variable	48 122 935 €	37,75%	1,57%
Livret A	6 109 457 €	4,79%	1,71%
Barrière	16 718 367 €	13,11%	3,31%
Ensemble des risques	127 493 602 €	100,00%	2,37%

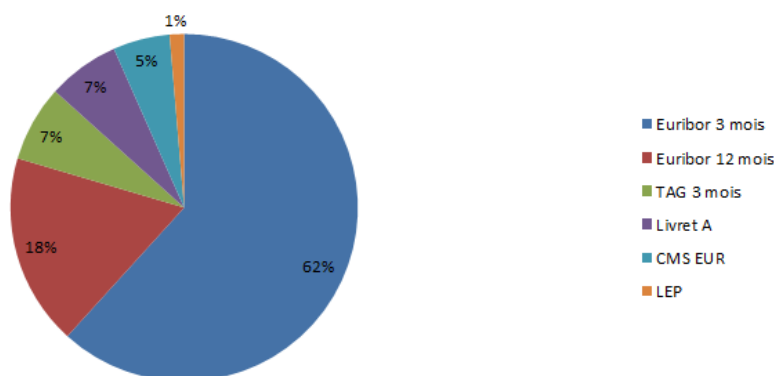
A l'inverse, 42,5 % de la dette de la ville était constituée de prêts à taux variable indexés sur les références suivantes :

- L'Euribor (*Euro Interbank offered rate*) 3 ou 12 mois qui correspond au taux interbancaire moyen auquel les 57 principaux établissements bancaires européens se prêtent de l'argent à échéance de remboursement de 3 ou 12 mois.

- Le TAG (Taux Annuel Glissant) 3 mois qui correspond à la capitalisation sur une période de 3 mois des moyennes arithmétiques mensuelles de l'EONIA sur les derniers mois glissants.
- L'EONIA (Euro Overnight Index Average) correspond, lui, à la moyenne arithmétique des taux constatés pour des opérations de prêts interbancaires au jour le jour consenties par un panel de banques de référence (cette moyenne étant pondérée par le volume respectif des transactions effectuées.)
- Le CMS (*Constant Maturity Swap*) 10 ans en euros qui correspond au taux moyen des contrats de swaps à amortissement de 10 ans contractés en euros et calculé sur la base d'un échantillon de cotations publié à heure fixe par les grands opérateurs du marché bancaire.
- Le LEP (Livret d'épargne populaire),
- Le Livret A.

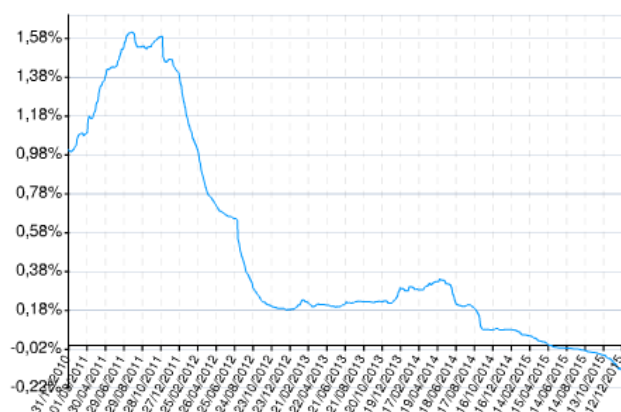
L'Euribor 3 mois ou 12 mois représentait à lui seul les 3 /4 quarts des montants de dette à taux variable. Les autres index étaient plus rarement utilisés :

**Répartition par index du capital restant dû  
des prêts à taux variable de la ville**



L'Euribor atteint aujourd'hui des taux historiquement bas qui permettent à la ville de se financer à moindre coût. Cette situation devrait perdurer encore au moins une année, la Banque Centrale Européenne (BCE) affirmant régulièrement ne pas vouloir remonter ses taux avant la fin de son programme de rachat d'actifs prévue en mars 2017. Le 10 mars 2016, la BCE a même de nouveau abaissé ses taux pour tenter de lutter contre la déflation et relancer la croissance européenne. Son principal taux directeur, le taux de refinancement, est ainsi passé de 0,05 % à 0 % permettant aux établissements bancaires d'emprunter gratuitement auprès de la BCE.

## Evolution de l'index Euribor 3 mois entre fin 2010 et fin 2015

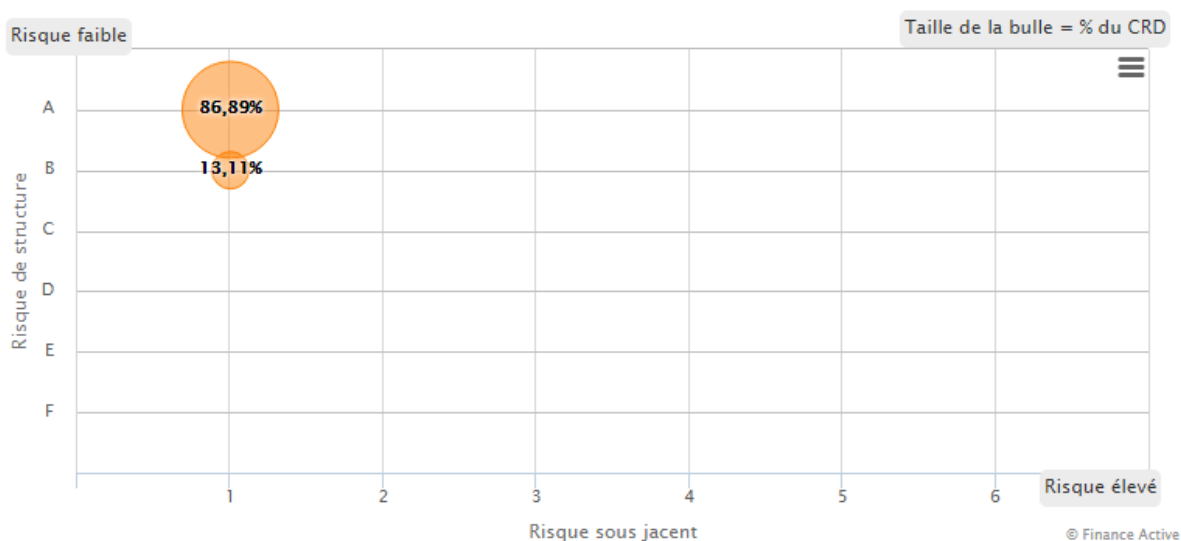


### 1.2. La ville ne détient aucun produit structuré dans son encours de dette

Après la crise financière une charte de bonne conduite a été établie à la demande du Gouvernement entre les établissements bancaires et les collectivités territoriales. Cette charte appelée « charte Gissler » permet de classer les produits bancaires par type de risque en triant les prêts selon une matrice à double entrée :

- les chiffres 1 à 5 traduisent la complexité de l'indice utilisé (1 étant le plus sûr et 5 le plus complexe).
- les lettres A à E traduisent le degré de complexité et de risque de la formule utilisée pour le calcul des intérêts (A étant la formule la plus sûre et E la plus complexe).

Au sein de cette charte, 86,89 % des prêts de la ville obtiennent la meilleure note possible en étant classés 1A<sup>2</sup> :



<sup>2</sup> Les prêts classés 1A sont tous des prêts à taux fixe ou des prêts avec des taux variables calculés sur des index simples tels que l'Euribor, le TAG, l'EONIA, le LEP ou encore le Livret A.

Seuls 3 contrats sont classés 1B car ils comportent un risque minime de taux. Ces contrats ne sont pas des emprunts classiques permettant à la ville d'obtenir un financement mais sont des swaps concluent pour échanger auprès d'une banque le taux d'intérêt payé par la ville sur un de ses contrats de dette contre un autre taux d'intérêt. Jusqu'à présent, cette technique a toujours été utilisée par la ville pour sécuriser ses prêts à taux variable en échangeant un taux variable contre un taux fixe ou semi-fixe. C'est d'ailleurs le caractère semi-fixe du taux de 3 contrats de swap qui conduit à les classer en 1B et pas en 1A.

Les 3 contrats concernés sont :

- Un swap contracté par la ville avec la Société Générale en 2011 qui lui permet d'échanger le taux fixe d'un de ses prêts à 4,95 % contre un taux comprenant une part fixe à 4,3 % et une part variable pouvant faire monter le taux jusqu'à 6,5 % (le taux payé aujourd'hui par la ville est de 4,36 %). Ce contrat de swap prend fin en avril 2029. Le coût de sortie de ce contrat était estimé au 31/12/2015 à 1,5 million d'euros. La ville a donc pour l'instant décidé de laisser courir ce contrat jusqu'à son terme.
- Un swap contracté avec la Société générale qui lui permet de sécuriser un contrat de prêt avec un taux variable calculé sur Euribor 12 mois en l'échangeant contre un taux avec une part fixe à 3 % et une part variable pouvant faire monter le taux jusqu'à 5 % (le taux payé par la ville est aujourd'hui de 3%). Ce contrat prendra fin le 15 janvier 2017 et son coût de sortie anticipé a été estimé à 315 000 euros au 31/12/2015. Il a donc été décidé de le laisser courir jusqu'à son terme.
- Un swap contracté par la ville avec Natixis qui lui permet de sécuriser un taux variable calculé sur une moyenne de l'Euribor 03 M + Inflation française hors tabac divisée par 2 et une marge bancaire de 0,25 points. Ce taux a été échangé par la ville contre un taux fixe à 2,28 % avec une part variable pouvant faire monter le taux jusqu'à 5,25 % (le taux payé par la ville est aujourd'hui de 2,28 %). Le coût de sortie de ce contrat est estimé au 31/12/2015 à 208 000 euros. Ce swap permettant par ailleurs de sécuriser une formule complexe de taux, il a pour l'instant été décidé par la ville de le laisser courir jusqu'à son terme prévu fin 2025.

## **2. En 2015, la ville a stabilisé sa dette et diminué ses taux d'intérêt malgré les baisses de dotations qui pèsent sur son autofinancement**

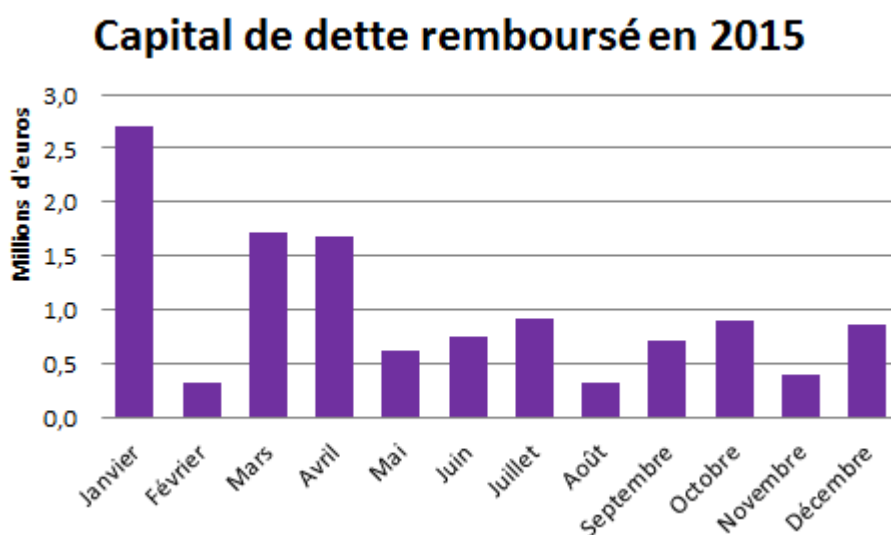
### **2.1. Une dette stabilisée d'une année sur l'autre**

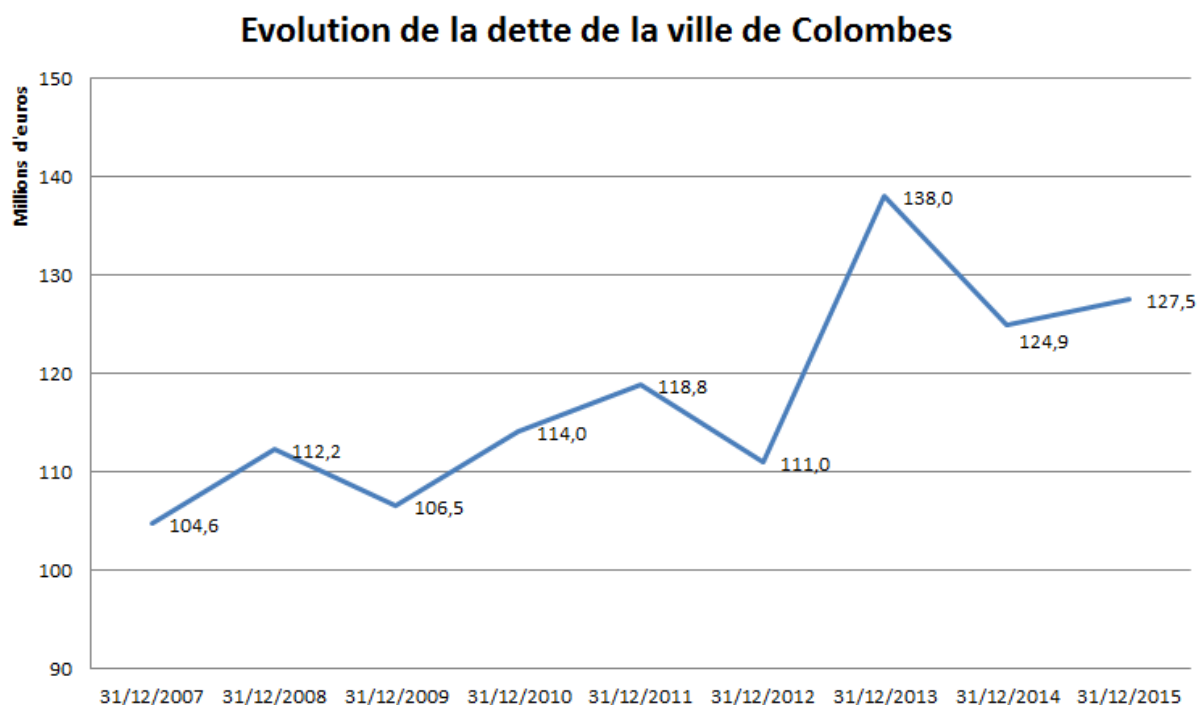
Entre 2013 et 2015, la ville a perdu de nombreuses recettes de fonctionnement qui impactent durablement et fortement son autofinancement :

- Perte de 5,3 millions d'euros de dotations de l'Etat (1,3 million en 2014 et 4 millions en 2015)
- Perte de 1,9 million d'euros suite au départ de l'entreprise Thalès (0,6 million en 2014 et 1,3 million en 2015).

Les efforts entrepris sur ses dépenses de fonctionnement et les recherches de subventions ont toutefois permis de stabiliser le niveau d'autofinancement de la ville et ne pas augmenter son niveau d'endettement malgré la reprise des chantiers d'investissement de la municipalité : réarmement de la police municipale et rénovation des installations sportives en 2015.

Conformément aux contrats qu'elle avait passés, la ville a remboursé cette année 11,4 millions d'euros de capital de dette dont les principaux montants sont comme chaque année payés dans les premiers mois de l'année.





## 2.2. Des intérêts payés par la ville en forte baisse entre 2014 et 2015

En décembre 2014, la ville avait signé de nouveaux contrats pour financer ses investissements et remplacer une partie de son stock de dette par de nouveaux contrats souscrits à des taux moins élevés.

La mobilisation à ce stade de 2 prêts sur 3 à des taux proches de 1 % a permis à la ville de financer ses dépenses d'investissement 2014 et 2015 mais également de rembourser de manière anticipée 15,9 millions d'euros sans frais avec notamment le remboursement :

- D'un prêt Crédit Mutuel au taux fixe de 2,1 %,
- D'un prêt de la Caisse des dépôts et consignations au taux variable alors établi à 2,4%.

Ces montants ont été remplacés par un nouveau contrat de 15 millions d'euros dont le taux variable a été protégé en décembre 2015 par un contrat de swap assurant à la ville qu'elle ne payerait pas un taux supérieur à 1,8 %. En réalisant ces opérations, la ville a donc diminué de façon importante les intérêts financiers payés pour les montants de dette concernés.



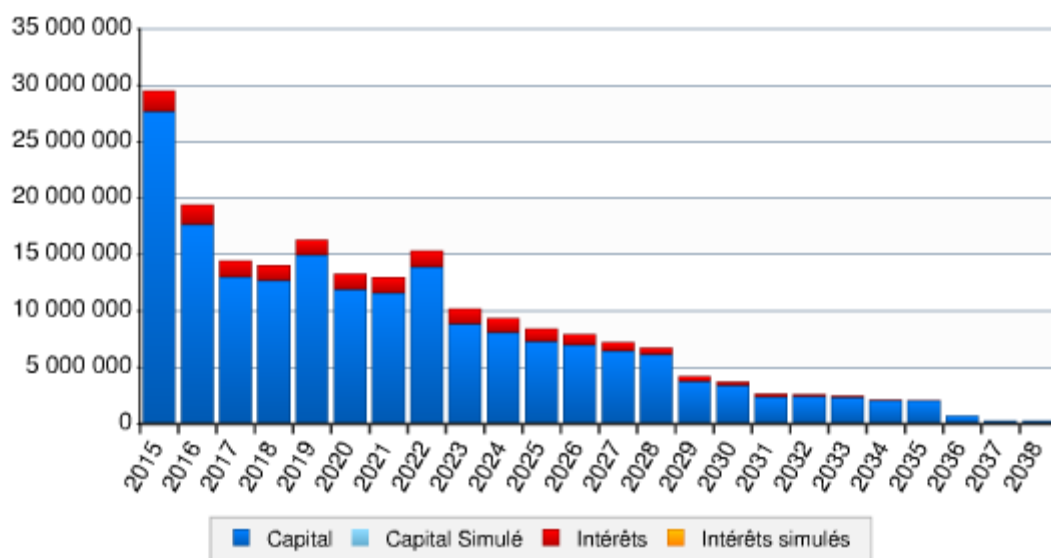
Cette politique associée à la baisse des taux variables permise par les évolutions favorables des marchés a permis à la ville de diminuer fortement le montant des intérêts financiers hors swaps dont elle s'acquitte :

	2014	2015	Différence en montants	Différence en %
Intérêts financiers hors swaps	2 076 626,43 €	1 763 267,42 €	313 359,01 €	-15,1%

Le taux moyen de la dette de la ville a lui aussi mécaniquement baissé sans pour autant que ses caractéristiques en soient modifiées et sans augmenter les risques financiers pris par la commune :

	2013	2014	2015
Capital restant dû	138 061 254,00 €	124 906 299,00 €	127 493 602,00 €
Taux moyen	2,59%	2,50%	2,37%
Durée de vie résiduelle de la dette	11 ans et 5 mois	10 ans et 8 mois	10 ans et 6 mois
Durée de vie moyenne de la dette	6 ans et 2 mois	5 ans et 9 mois	5 ans et 7 mois
Nombre de lignes de prêt	51	51	49

Les caractéristiques de remboursement du capital restant dû évoluent par ailleurs relativement peu :



## Conclusion

La politique de gestion de la dette menée par la ville en 2015 en vertu des délégations qui lui ont été octroyées par le conseil municipal, a donc rendu possible de substantielles économies (300 000 euros) qui seront poursuivies sur l'exercice 2016.

La ville conserve par ailleurs un bon ratio de dette par habitant :

2015		
	Ville de Colombes	Villes de taille équivalente <sup>3</sup>
Dette par habitant	1 494 €	1 493 €

Et une capacité de désendettement qui remonte légèrement suivant ainsi l'évolution de la dette mais qui reste éloignée depuis 2014 du seuil d'alerte fixé par le cabinet Klopfer à 10 années avec un seuil d'alerte extrême à 15 années :

En année	2013	2014	2015
Capacité de désendettement brute	6,78	5,99	6,13
Capacité de désendettement retraitée des dépenses et recettes exceptionnelles <sup>4</sup>	10,3	7,3	8,2

Au vu des éléments présentés dans ce rapport, il est donc proposé au conseil municipal de renouveler pour un an la délégation octroyée au Maire et au Maire-adjoint aux finances en vue de la gestion de la dette de la ville conformément aux principes posés par la délibération afférente en conformité avec les principales de la circulaire n° NOR IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics.

<sup>3</sup> Ratio 2014, les ratios 2015 n'étaient pas disponibles au moment de l'édition du compte administratif

<sup>4</sup> La ville de Colombes a constaté en 2013 et en 2015 d'importantes recettes exceptionnelles liées à des cessions de terrain. Pour ne pas fausser l'analyse sur la santé financière structurelle de la ville, le Cabinet Klopfer avait fait dans sa prospective un retraitement des charges et recettes exceptionnelles.